

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES (FCS)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

(CCTP)

Pouvoir Adjudicateur en charge de la passation :
Centre Hospitalier d'Avignon
305 Rue Raoul Follereau
84902 Avignon cedex 9

Service acheteur chargé de l'exécution du marché :
Direction des Achats et de la logistique (DAL)

Objet du marché :

**Collecte, transport et traitement
des déchets d'activités économiques
du Groupement Hospitalier de Territoire du Vaucluse**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1	Glossaire.....	3
Article 2	Objet de l'accord-cadre	6
Article 3	Conformité aux normes et à la réglementation	7
Article 4	Nature des déchets à traiter	7
Article 5	Modalités d'exécution des prestations de collecte, transport et traitement de déchets	7
5.1	Lieux d'exécution de la prestation.....	7
5.2	Sécurité sanitaire	8
5.3	Moyens techniques	8
5.4	Spécifications concernant les contenants et l'organisation de collecte	9
5.4.1	<i>Lot 1 : Déchets ménagers assimilés et déchets résiduels</i>	<i>9</i>
5.4.2	<i>Lot 2 : Biodéchets</i>	<i>10</i>
5.4.3	<i>Lot 3 : Déchets recyclables.....</i>	<i>11</i>
5.4.4	<i>Lot 4 : Déchets spéciaux dangereux.....</i>	<i>12</i>
5.5	Nettoyage et maintenance des matériels.....	13
5.6	Heures et fréquences de collecte	13
5.7	Personnel du Titulaire	14
5.8	Suivi d'exécution de la prestation	14
5.8.1	<i>Veille réglementaire</i>	<i>14</i>
5.8.2	<i>Traçabilité, documents et registres</i>	<i>14</i>
5.8.3	<i>Responsabilités du Titulaire et déclaration</i>	<i>15</i>
5.8.4	<i>Documentation Technique :</i>	<i>16</i>
5.8.5	<i>Engagements du Titulaire :</i>	<i>16</i>
5.8.6	<i>Opérations de contrôles et vérifications</i>	<i>16</i>
5.8.7	<i>Evolution technique des équipements du marché</i>	<i>17</i>
5.9	Transport.....	17
Article 6	Traitement et valorisation	17
Article 7	Clause performance	18

Article 1 Glossaire

GHT : Les groupements hospitaliers de territoires, dispositif prévu par la loi de santé 2016, sont un mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. Le GHT est constitué par des établissements publics de santé, dans le cadre d'un schéma arrêté par l'ARS. Il comprend un **établissement support** et des **établissements parties**. La composition du GHT de Vaucluse et les établissements bénéficiaires du présent accord-cadre sont détaillés au CCAP.

Etablissement : dans le présent document, « l'établissement » est utilisé pour désigner tous les établissements bénéficiaires du présent accord-cadre, à savoir les centres hospitaliers producteurs de déchets désignés à l'Article 2 du CCTP pour les lots 1 à 5. Lorsqu'un établissement est dénommé spécifiquement, il est entendu qu'il est seul concerné par la clause en question.

Titulaire : dans le présent document, « le Titulaire » est employé pour désigner l'opérateur économique avec lequel est conclu l'accord-cadre pour chacun des lots. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Collecte : toute opération de ramassage des déchets en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets (article L. 541-1-1 du code de l'environnement). L'opération de collecte débute lorsque le service d'enlèvement (que ce soit le service public d'enlèvement ou le prestataire d'une entreprise) prend en charge les déchets (Conseil Général du développement durable - Mai 2012)

Collecte interne : il s'agit de la pré collecte, définie par le Conseil Général du développement durable (Mai 2012), qui réunit toutes les opérations précédant le ramassage des déchets par le service d'enlèvement

Contenants : bacs de stockage des déchets ou matériaux pouvant faire l'objet d'un recyclage ou d'un traitement séparé, en attente de leur compactage, de leur déversement dans des bennes ou de leur enlèvement par le prestataire. Leur capacité peut être variable.

Exutoire : est le site de destination des flux de Matières

Déchets des Activités Economiques (DAE) : Tout déchet, dangereux ou non dangereux, non inerte (dit « banals ») ou inerte, dont le producteur initial n'est pas un ménage (article R. 541-8 du code de l'environnement). Cela inclut les DMA et les filières de collecte séparée.

Le terme Déchets Résiduel est désormais préféré à DIB (Déchets Industriels Banals) utilisé afin de tenir compte de la diversité d'activités produisant ces déchets.

(source ADEME : <https://www.ademe.fr/expertises/dechets/quoi-parle-t/types-dechets/dossier/dechets-dangereux/generalites-reglementation>)

Déchet non dangereux non inerte :

DMA : Les **déchets ménagers assimilés** regroupent les déchets des activités économiques pouvant être collectés avec ceux des ménages, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, sans sujétions techniques particulières (article L 2224-14 du code général des collectivités territoriales). Il s'agit des déchets des entreprises (artisans, commerçants...) et des déchets du secteur tertiaire (administrations, hôpitaux...) collectés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

DR : Les **déchets résiduels** sont les déchets restants après avoir trié les déchets recyclables (papier, carton, métal, plastique, verre, bois, biodéchets, déchets de fraction minérale, déchets de plâtre, textile).

Déchets recyclables :

Il s'agit notamment des catégories de déchets suivantes :

- Papiers (par exemple, magazine ou prospectus, cahier, livre, feuille avec agrafe ou trombone, enveloppe avec fenêtre).
- Emballages en papier ou carton (par exemple, boîte de céréales, boîte carton alimentaire- même salies-, brique de lait...)
- Emballages en acier et aluminium (par exemple, canette, boîte de conserve, aérosol, barquette en aluminium, couvercle en métal)
- Emballages en plastique (par exemple, bouteille d'eau ou d'huile, flacon de liquide vaisselle ou de shampoing, emballage et film en plastique alimentaire)
- Polystyrène (par exemple, emballages de produits alimentaires, électroniques...)

Flux :

Le tri des déchets peut s'effectuer en fonction de leur « flux » :

- « 5 flux » : papier/carton, métal, plastique, verre et bois
- « 7 flux » : fractions minérales et de plâtre en cas de travaux
- « 8 flux » : textiles

Biodéchets : Déchets non dangereux biodégradables provenant des restes de repas, de préparation de repas ou de produits périmés non consommés.

Déchets d'activité économique dangereux :

Les déchets dangereux présentent des risques pour la population comme pour l'environnement. Ils doivent donc faire l'objet de précautions particulières. Comme pour les autres déchets, la priorité est de diminuer leur quantité et leur nocivité.

Législation et classement des déchets dangereux :

Les déchets dits « dangereux » contiennent, en quantité variable, des éléments toxiques ou dangereux présentant des risques pour la santé humaine et l'environnement (article R. 541-8 du code de l'environnement : les déchets dangereux y sont indiqués avec un astérisque).

Quelle que soit leur origine ou la quantité produite, les déchets sont classés dangereux s'ils présentent une ou plusieurs des 15 propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Ils peuvent être de nature organique (solvants, hydrocarbures, etc.), minérale (acides, boues d'hydroxydes métalliques, etc.) ou gazeuse.

Le mélange de déchets dangereux est interdit, sauf dérogation (Article L541-7-2 du code de l'environnement).

Il existe une codification (de H1 à H15) déterminée selon les propriétés du déchet dangereux.

Exemples : effluents liquides et déchets solides toxiques de laboratoires, huiles usagées, contenants souillés et cytotoxiques...

Gestion des déchets : le tri à la source, la collecte, le transport, la valorisation, y compris le tri, et, l'élimination des déchets et, plus largement, toute activité participant de l'organisation de la prise en charge des déchets depuis leur production jusqu'à leur traitement final [...] (article L. 541-1-1 du code de l'environnement)

Cour à déchets ou points de collectes : Lieu de regroupement, de traçage et d'entreposage des déchets avant enlèvement

Local Déchets : local d'entreposage intermédiaire des déchets avec accès sécurisé.

Collecte : Selon l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement, la collecte se définit comme « toute opération de ramassage des déchets en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets ». L'opération de collecte débute lorsque le service d'enlèvement prend en charge les déchets. La collecte est assurée par les services de la collectivité ou par un opérateur spécialisé.

Transport : Le transport par route comprend tout ou partie des phases suivantes : le chargement, le déplacement et le déchargement (article R. 541-49 du code de l'environnement).

ADR : (Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route) est consolidé dans sa dernière version par l'arrêté du 29 mai 2009 (modifié) relatif au transport de matières dangereuses par voie terrestre, dit « arrêté TMD », applicable aux transports effectués sur le territoire national.

Cette réglementation spécifique au transport/chargement/déchargement des marchandises dangereuses s'inscrit dans une logique de prévention des accidents, en complément notamment des exigences du code du travail.

Traçabilité : Les établissements doivent assurer et conserver au moins 3 ans dans un registre la traçabilité de leurs déchets (excepté les déchets collectés par le service public).

- Pour les déchets dangereux, un bordereau de suivi des déchets (BSD) doit être émis à chaque collecte et laissé à disposition des autorités administratives.
- La dématérialisation du BSD et du registre de traçabilité est obligatoire pour certains types de déchets (amiante, véhicules hors d'usage, fluides frigorigènes).

LES RÉFÉRENCES JURIDIQUES :

- Articles R541-43 et -45 du Code de l'environnement
- Article R541-78 du Code de l'environnement

Traitement : toute opération de valorisation ou d'élimination, y compris la préparation qui précède la valorisation ou l'élimination (article L. 541-1-1 du code de l'environnement)

Valorisation : toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets ; (article L. 541-1-1 du code de l'environnement)

- **Valorisation matière** : toute opération de valorisation autre que la valorisation énergétique et le retraitement en matières destinées à servir de combustible ou d'autre moyen de produire de l'énergie [...] (article L. 541-1-1 du code de l'environnement).
- **Valorisation énergétique** : Un incinérateur de déchets non dangereux réalise une opération de valorisation énergétique si cette opération respecte les conditions définies à l'article 33-2 de l'arrêté du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux. (Conseil Général du développement durable, Mai 2012).

Article 2 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur des prestations réparties en 4 lots :

Lot 1 - Déchets ménagers assimilés et déchets résiduels

Lot 2 - Biodéchets

Lot 3 - Déchets recyclables

Lot 4 - Déchets spéciaux dangereux

Etablissement concerné	Lot 1	Lot 2	Lot 3	Lot 4
CH Apt	NC	OUI	NC	NC
CH Avignon	OUI	OUI	OUI	OUI
CH Carpentras	OUI	OUI	OUI	OUI
CHI Cavaillon-Lauris	OUI	OUI	OUI	OUI
CH Gordes	OUI	OUI	OUI	NC
CH Isles-sur-Sorgues	NC	OUI	NC	NC
CH Montfavet	NC	OUI à partir du 01/10/2026	OUI à partir du 20/04/2026	OUI à partir du 20/04/2026
CH Orange	NC	NC	NC	NC
CH Sault	NC	NC	NC	NC
CH Vaison-la-Romaine	NC	OUI	NC	OUI
CH Valréas	NC	NC	NC	NC
EHPAD Bollène	NC	NC	NC	NC
EHPAD Saint-Saturnin-lès-Apt	NC	OUI	NC	NC

OUI : L'établissement est concerné, dès la notification de l'accord-cadre.

NC (Non Concerné) : L'établissement n'est pas concerné par le lot au moment de la notification du marché.

Tous les établissements du GHT 84 cités à l'article 1.1 du CCAP sont susceptibles d'être intégrés en cours d'exécution de l'accord-cadre, par voie d'avenant.

Article 3 Conformité aux normes et à la réglementation

Le Titulaire est tenu, pour la réalisation de l'ensemble des prestations, de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir. Toute nouvelle réglementation en la matière, pouvant avoir un impact sur la réalisation des prestations, doit faire l'objet sans délai, d'une information de l'établissement (veille réglementaire).

Toute structure intervenant dans la filière du déchet doit posséder un agrément préfectoral que le Titulaire s'engage à fournir dès le début du marché et à chaque renouvellement de l'agrément (fourniture annuelle ou lors d'un renouvellement).

Article 4 Nature des déchets à traiter

Les déchets à éliminer correspondent aux définitions indiquées dans le glossaire du présent CCTP et aux annexes n° 1 au CCTP « État des besoins » de chaque lot, étant entendu que l'énumération n'est pas limitative et que des matières non dénommées peuvent être assimilées aux catégories spécifiées dans l'annexe.

Dans le cadre de l'évolution du tri des déchets de l'établissement, le Titulaire aura l'obligation d'adapter sa prestation au nouveau schéma de traitement, à une date convenue entre les deux parties.

Sont exclus du présent accord-cadre les catégories de déchets suivantes :

- Déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés soumis au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997,
- Déchets pris en charge par des éco-organismes tels que les piles et accumulateurs soumis au décret du 12 mai 1999 n° 99-374 relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs, déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E bâtiment, D3E informatique et D3E médical), lampes, mobilier, pneumatiques usagés. Les établissements peuvent disposer de convention avec l'éco-organisme agréés, tel que VALDELIA pour la récupération des mobiliers usagés dans les sites.
- Les centres hospitaliers peuvent être collectés par les communautés de communes, selon les accords territoriaux, sur différentes filières qui ne seront donc pas quantifiées au moment de la publication de l'appel d'offres.

Durant le marché et en cas d'évolution de collectes effectuées par les communautés de communes, le titulaire doit être en capacité de collecter et traiter les déchets des établissements.

Article 5 Modalités d'exécution des prestations de collecte, transport et traitement de déchets

5.1 Lieux d'exécution de la prestation

Les déchets doivent être enlevés aux points de collecte indiqués aux annexes du présent CCTP (annexe n° 1 « État des besoins », annexe n° 2 « Localisation des points de collecte »)

Cette liste points de collecte précise le nombre et le type de contenants ainsi que des fréquences de collecte (annexe n° 1 au CCTP « État des besoins »). Elle n'est pas exhaustive ; elle peut évoluer au cours du marché, en fonction des besoins et restructurations des établissements.

Le Titulaire peut proposer au cours du marché, à condition d'en présenter les incidences en termes d'organisation et de coût, toute suggestion d'optimisation concernant les volumes et types de contenants, qui lui paraîtraient mieux adaptés à la nature et à la quantité de déchets produits par l'établissement.

5.2 Sécurité sanitaire

Il est rappelé que l'urgence médicale prime avant toute autre considération, et que de ce fait, les chauffeurs ont l'obligation de déplacer leur véhicule le plus rapidement possible sur simple demande d'un personnel de l'établissement.

En raison du caractère sanitaire des établissements à collecter, le Titulaire veille tout particulièrement à ne pas créer de nuisances dans l'environnement hospitalier et à effectuer sa prestation dans les meilleures conditions de salubrité et d'insonorité et dans le respect du planning et des horaires définis par l'établissement.

A ce titre, le Titulaire veille à la **parfaite étanchéité de la benne du camion et des compacteurs fixes ou monoblocs** afin qu'aucun déchet solide ou liquide ne vienne, en cours de transport, souiller la voirie qui, si tel était le cas, devrait être immédiatement nettoyée par ses soins.

Les différentes catégories de déchets sont acheminées vers les centres de traitement agréés pour l'élimination des déchets correspondants.

5.3 Moyens techniques

Mise en œuvre du marché :

Une réunion préalable à la mise en œuvre du marché, doit être réalisée avec les différents interlocuteurs du Titulaire, afin d'organiser le planning de mise en œuvre, les modalités de suivi du marché, et l'échange de documents afférents à la prestation tels que décrits dans le présent CCTP.

Le Titulaire s'engage à fournir, pendant toute la durée du marché les moyens matériels suffisants et les plus appropriés à la collecte et à l'évacuation des déchets.

Tout matériel nouveau doit être agréé par l'établissement et ne peut entraîner d'augmentation des tarifs.

Les équipements mis à disposition ou loués (bennes, compacteurs, euro-containers...) font l'objet d'une maintenance totale à la charge du Titulaire et inclus dans son offre, pour toute la période du marché et les périodes éventuelles de reconduction.

Le titulaire doit être en mesure de disposer rapidement de tous les matériels nécessaires pour parer à tout incident d'exploitation ou tout besoin supplémentaire.

Le matériel utilisé doit répondre à toutes les réglementations et normes en vigueur concernant ces appareils (code du travail, sécurité, incendie, sécurité des utilisateurs, des appareils, bruit...) à la date de prise d'effet du marché.

Tous les matériels mis à disposition doivent être en bon état de fonctionnement, de sécurité, d'entretien et de peinture. Le Titulaire doit fournir tous les documents de contrôle technique des matériels utilisés pour le transport et le stockage des déchets (camion benne, compacteur, ...).

En cas de dysfonctionnement, de pannes répétitives ou de détérioration, le matériel doit être remplacé par le titulaire dans les 24 heures suivant la demande.

Dans le cas où la panne entraîne une perturbation pour un Centre Hospitalier et que les déchets ne peuvent être stockés dans les contenants habituels, le titulaire s'engage à faire intervenir du personnel sur site pour collecter et évacuer les déchets mis hors des contenants.

Les compacteurs doivent faire l'objet de contrôles obligatoires trimestriels à la charge du titulaire et être réparés dans un délai maximum de 5 jours ouvrés en cas de problème noté sur le rapport de vérification établi par un organisme agréé. Les pièces exclues de la maintenance sont explicitement désignées dans l'offre.

Affichage : l'ensemble des matériels mis à disposition doit comporter un panneau précisant la nature des déchets pouvant y être déposés, ainsi que les conditions particulières d'utilisation (sécurité, risque incendie, interdiction de fumer) le cas échéant.

La signalisation des bennes est à la charge du Titulaire : panneau indicatif, plan de positionnement, plan d'accès, détails des objets et déchets à déposer devant chaque benne.

Le Titulaire s'engage à transmettre par email, les certificats de visites périodiques obligatoires s'il y a lieu, auprès de l'interlocuteur désigné par l'établissement.

La première mise à disposition, l'installation en début de marché et le retrait des matériels en fin de marché ne feront pas l'objet de facturation supplémentaire.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du Titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au CCAP.

Fin de marché : Une réunion de coordination organisée par l'Etablissement entre l'ancien et le nouveau Titulaire, doit être réalisée afin d'organiser le planning d'échange des matériels mis à disposition et la mise en œuvre des différentes prestations tels que décrits dans le présent CCTP.

5.4 Spécifications concernant les contenants et l'organisation de collecte

5.4.1 Lot 1 : Déchets ménagers assimilés et déchets résiduels

La collecte des Déchets Ménagers Assimilés (DAM ex DAOM) s'effectue selon les spécifications prévues à l'annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins ».

Précisions concernant uniquement le Centre Hospitalier d'Avignon :

Le quai à déchets est accessible à partir de 6h pour l'enlèvement du compacteur.

Le Titulaire doit mettre à disposition du Centre Hospitalier d'Avignon un compacteur monobloc DAE / DMA de 20/25m³, un générateur d'ozone et un tapis roulant.

Les déchets sont déposés dans ce compacteur ou dans des bacs roulants appartenant au CH d'Avignon, de contenance adaptée au volume de déchets correspondant.

Le Titulaire doit prévoir tout matériel nécessaire à l'installation du compacteur, les installations électriques pour les branchements étant fournies par le CH d'Avignon, afin de respecter les normes de mise en conformité (barrières, trémies, rail de roulement, etc.).

En particulier, le Titulaire doit prendre à sa charge la mise en place de rail de roulement « grande largeur » afin que toute dégradation du sol enrobé ne soit possible.

La durée d'intervention entre l'enlèvement de la benne pleine et retour à vide, ne doit pas dépasser 3H. Le compacteur doit être réinstallé au plus tard à 9H.

Le compacteur doit être monobloc, étanche, à poste fixe, entièrement automatisé et conforme aux règles de sécurité et aux normes en vigueur ainsi qu'au code du travail. En particulier son niveau sonore en fonctionnement doit être dans la limite tolérée sur un lieu de travail en site hospitalier.

Celui-ci doit comporter un générateur d'ozone ou tout système permettant de réduire les nuisances olfactives.

Utilisation des compacteurs :

Lors du retour des compacteurs après enlèvement, les chauffeurs devront impérativement rebrancher ceux-ci, contrôler le fonctionnement du lève conteneur, du système de compaction et du système du brumisateuse-ozoneur.

Dans le cas de compacteurs équipés d'un système de surveillance du niveau de remplissage relié au service exploitation du Titulaire du marché, les enlèvements déclenchés par les informations télétransmises se substitueront aux fréquences indiquées dans le tableau de mise au point.

Tapis roulant pour le compacteur DAE / DMA : le Titulaire doit obligatoirement fournir un système simple afin de favoriser les conditions de travail ergonomiques de l'agent en poste sur le compacteur.

Le système doit être amovible, facile à nettoyer. Le SAV est à la charge du Titulaire.

Le système ne doit pas bloquer le compacteur en cas de panne.

Le Titulaire peut également proposer un compacteur doté d'un système de déclenchement à distance à 75% du taux de remplissage.

Le centre hospitalier d'Avignon retiendra le compacteur le plus adapté à ses besoins au moment de la commande.

Le compacteur doit être équipé d'un ou plusieurs arrêts d'urgence et d'un voyant qui doit indiquer le taux du remplissage.

Il doit être prévu un système de verrouillage à clef du panneau de commande du compacteur de façon à ne permettre son utilisation qu'aux personnes autorisées.

Des bacs roulants sont à collecter selon l'annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins ».

Pour la prestation d'enlèvement des DAE / DMA, le Titulaire doit disposer d'un système de pesée embarquée permettant une lecture immédiate, avec impression de ticket de pesée sur le lieu de collecte dont un exemplaire sera laissé sur place. Dans l'éventualité d'un système de traçabilité dématérialisé, le Titulaire doit mettre à jour les données journalières après chaque enlèvement.

Déchets Résiduels (DR ex DIB) :

Pour la benne fixe de 18 m3 couverte l'enlèvement doit être effectué dans les 24h suivant la demande du CHA, pour les bennes ponctuelles l'enlèvement doit être effectué selon la demande du CHA.

5.4.2 Lot 2 : Biodéchets

La collecte des biodéchets s'effectue selon les spécifications prévues à l'annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins ».

Précisions concernant uniquement le Centre Hospitalier d'Avignon :

Des points de collecte sont à l'étude et peuvent être mis en place durant le marché. Le titulaire doit être en capacité d'adapter les contenants de collecte et la fréquence de collecte en cas d'évolution de tri interne. Le titulaire devrait être en capacité de collecter les points de collecte à l'étude en cas d'évolution de tri interne.

Le titulaire doit être en capacité de proposer la collecte en bac roulant ou en caisse palette.

Les contenants sont à retirer dans les locaux réfrigérés de l'URH et l'UCPC.

Il s'agit de biodéchets constitués de résidus de production alimentaire et de restes de repas provenant des selfs.

Dans l'attente de leur prise en charge pour être valorisés, ils sont stockés, à ce jour, en vrac dans des saches compostables, puis dans des contenants.

Précisions concernant uniquement le Centre Hospitalier de Montfavet :

Le Centre Hospitalier de Montfavet est un établissement pavillonnaire, ce qui engendre plusieurs points de collecte au sein de l'établissement et à son annexe.

Des points de collecte pourront être modifiés ou rajoutés durant l'exécution du marché. Le titulaire doit avoir la capacité d'adapter la fréquence de collecte en cas d'évolution de tri interne.

Le titulaire doit fournir des bacs roulants sécurisés afin que les patients ne puissent pas les ouvrir et des seaux pour le tri intermédiaire dans les unités.

Il s'agit de biodéchets constitués de résidus de production alimentaire et de restes de repas.

Il est à noter que certains établissements ont engagé une réflexion sur l'utilisation à court et à moyen terme d'emballages valorisables par compostage et biodégradation conformes aux normes européennes ou aux normes nationales applicables à ce type de consommables.

5.4.3 Lot 3 : Déchets recyclables

La collecte des déchets recyclables s'effectue selon les spécifications prévues à l'annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins ».

Durant le marché et en cas d'évolution sur la collecte effectuée par une communauté de commune, le titulaire doit être en capacité de collecter et traiter les déchets du tri sélectif d'un établissement.

Les déchets recyclables en flux mélangé (type contenants ménagers jaune) indiqués dans le BPU correspondent à la description du glossaire : Déchets recyclables. Selon la réglementation nationale, les types de déchets collectés pourront évoluer en cours d'exécution du marché.

Le titulaire est invité à répondre aux prestations supplémentaires éventuelles – facultatives identifiées dans le BPU correspondants aux déchets verres médicamenteux, location et achat de compacteur de boîtes de conserves.

Précisions concernant uniquement le Centre Hospitalier d'Avignon :

Le Titulaire doit mettre à disposition des bennes fixes, compacteurs cartons et bennes ponctuelles conformément à l'Annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins ».

Un voyant doit indiquer le taux du remplissage du compacteur. Le compacteur doit être équipé d'un ou plusieurs arrêts d'urgence. Le cas échéant, le compacteur doit être équipé d'un système de déclenchement de la collecte à distance.

Les bennes et compacteurs tels que décrits à l'Annexe n° 1 au CCTP « État des besoins » sont à mettre à disposition en location.

Les déchets sont déposés dans ce compacteur ou dans des bacs roulants appartenant au CH d'Avignon, de contenance adaptée au volume de déchets correspondant.

Le Titulaire doit prévoir tout matériel nécessaire à l'installation des compacteurs, les installations électriques pour les branchements étant fournies par le CH d'Avignon, afin de respecter les normes de mise en conformité (barrières, trémies, rail de roulement, etc.).

En particulier, le Titulaire doit prendre à sa charge la mise en place de rail de roulement « grande largeur » afin que toute dégradation du sol enrobé ne soit possible.

Le Titulaire doit fournir les saches (perforées suffisamment) et les supports dans lesquels sont collectés les films étirables et rétractables et/ou le polystyrène. Les saches pleines sont déposées dans les deux compacteurs cartons pour le Centre Hospitalier d'Avignon.

L'enlèvement doit être effectué dans les 24h après la demande d'enlèvement (jour ouvré).

Précisions concernant uniquement le Centre Hospitalier de Cavaillon-Lauris :

Le Titulaire doit fournir les saches (perforées suffisamment) et les supports dans lesquels sont collectés les films étirables et rétractables et/ou le polystyrène. Les saches pleines sont déposées dans le local à déchets pour le Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon-Lauris. Pour le polystyrène, les saches seront déposées dans une benne (à la demande).

Les codes nomenclature peuvent être ajustés avec le Titulaire à condition que les changements soient argumentés.

Précisions concernant uniquement le Centre Hospitalier de Montfavet :

Le Titulaire doit mettre à disposition des bennes fixes, compacteurs cartons et bennes ponctuelles conformément à l'annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins ».

Les bennes et compacteurs tels que décrits à l'annexe n° 1 au CCTP « État des besoins » sont à mettre à disposition en location.

Le Titulaire doit prévoir tout matériel nécessaire à l'installation des compacteurs, les installations électriques pour les branchements étant fournies par le CH de Montfavet, afin de respecter les normes de mise en conformité (barrières, trémies, rail de roulement, etc.).

En particulier, le Titulaire doit prendre à sa charge la mise en place de rail de roulement « grande largeur » afin que toute dégradation du sol enrobé ne soit possible.

5.4.4 Lot 4 : Déchets spéciaux dangereux

Dans l'objectif de limiter les émissions atmosphériques de polluants, le titulaire s'engage à éliminer les déchets dangereux dans des exutoires rejetant le moins d'émissions de polluants.

Le titulaire doit compléter les valeurs limites d'émissions réglementaires (moyenne journalière) pour le NOX (oxydes d'azote) et le SO₂ (Dioxyde de soufre) dans l'annexe technique n° 2 « Devenir des déchets », pour chaque exutoire utilisé dans le marché. Ces valeurs sont fixées par l'arrêté du 20/09/2002, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération des déchets dangereux. Le titulaire apportera dans sa réponse la preuve du respect des seuils réglementaires des exutoires proposés.

Durant le marché, le titulaire devra fournir sur demande les résultats des relevés métrologiques des exutoires aux établissements demandeurs.

Le Titulaire doit mettre à disposition les suremballages de transport (exemple : caisses palettes) respectant les normes ADR, ainsi que les étiquettes réglementaires ADR (code UN défini lors du marché) + pictogrammes de danger en nombre suffisant. Il apposera les étiquetages sur chaque contenant et suremballage, afin de respecter la réglementation.

Le chargement, l'enlèvement, le transport des déchets dangereux, vers les sites de traitements, doivent se faire dans des conditions répondant à la réglementation ADR (Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par Route) lorsqu'elle est applicable. Le Titulaire doit utiliser Track-déchets.

La collecte des déchets spéciaux dangereux s'effectue selon les spécifications prévues à l'annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins ».

Les déchets cytotoxiques sont déposés dans des contenants adaptées, selon l'annexe n° 1 au CCTP « Etats des besoins ».

Précisions concernant uniquement les déchets dangereux du Centre Hospitalier d'Avignon :

Dans le cas où l'établissement ne disposerait pas de suffisamment de bidons ou containers de collecte, le Titulaire doit pouvoir répondre aux besoins et mettre à disposition des contenants et conditionnements adaptés, pour recevoir les déchets. Les contenants doivent être conformes aux réglementations en vigueur afin de reconditionner les déchets pour les transporter selon les règles de l'ADR lorsqu'elles sont applicables.

Dans le cas où les bidons seraient entreposés sur bac de rétention prévu à cet effet, ils devront être déposés par le titulaire dans les conditionnements de transport ADR, en vue d'être collectés et traités.

Afin de pouvoir évacuer les déchets dangereux, un planning de passages est établi par l'établissement en début de marché selon l'annexe n° 1 au CCTP « Etats des besoins ».

L'enlèvement des huiles industrielles est organisé par l'établissement en tenant compte du planning de collecte des déchets dangereux. Il s'effectue sans frais de transport supplémentaire.

Le fût d'huile usagée situé au garage est monté sur un support à roulette pour pouvoir être déplacé, afin d'effectuer les vidanges des véhicules. Un kit "absorbant produit chimique" se trouve à proximité du lieu de stockage du fût.

Le Titulaire doit avertir de son arrivée par téléphone (04 32 75 37 45 ou 04 32 75 38 98) afin de procéder à l'ouverture du local effluent de l'établissement et à la signature des BSD une fois le chargement effectué.

Précisions concernant uniquement les déchets dangereux cytotoxiques du Centre Hospitalier d'Avignon

Le Titulaire doit avertir de son arrivée par téléphone (04 32 75 37 45 ou 04 32 75 81 53) afin de procéder à l'ouverture du local déchets cytotoxiques de la pharmacie et à la signature des BSD une fois le chargement effectué.

Le Titulaire doit fournir des seaux de 30 litres aux normes ADR.

Les déchets cytotoxiques sont stockés dans des cartons et seaux présents dans les Rolls grillagées/sécurisées. Le titulaire doit collecter et déposer les contenants dans des conditionnements de transport ADR, en vue d'être acheminés vers le lieu de traitement.

Précisions concernant uniquement les déchets dangereux du Centre Hospitalier de Montfavet :

Dans le cas où l'établissement ne disposerait pas de suffisamment de bidons ou containers de collecte, le Titulaire doit pouvoir répondre aux besoins et mettre à disposition des contenants et conditionnements adaptés, pour recevoir les déchets. Les contenants doivent être conformes aux réglementations en vigueur afin de reconditionner les déchets pour les transporter selon les règles de l'ADR lorsqu'elles sont applicables.

Dans le cas où les bidons seraient entreposés sur bac de rétention prévu à cet effet, ils devront être déposés par le titulaire dans les conditionnements de transport ADR, en vue d'être collectés et traités.

5.5 Nettoyage et maintenance des matériels

Le nettoyage et la désinfection des matériels de collecte doivent être effectués impérativement à chaque rotation.

Concernant le lot 1, le Titulaire assure le maintien en bon état de fonctionnement des compacteurs fixes ou monoblocs. Leur niveau sonore admissible lors du fonctionnement du système de compaction ne doit pas excéder 65 décibels.

Les fréquences de nettoyage / désinfection sont incluses dans les prestations et s'effectueront à la demande, sur la base de l'annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins ».

5.6 Heures et fréquences de collecte

Les collectes doivent respecter les jours et horaires indiqués à l'annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins » de chaque lot et les engagements du titulaire dans l'annexe technique n° 1 « Cadre de réponse - Mémoire technique », selon le planning fourni.

Des tolérances peuvent être accordées au cas par cas, après validation du référent de l'établissement.

Les horaires et fréquences de collecte peuvent être modifiés à la demande de l'établissement, temporairement ou définitivement sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Les enlèvements ponctuels s'effectuent à la demande.

Fréquence et délais : les fréquences d'enlèvement dépendent de la production des déchets.

En tout état de cause, les enlèvements et remplacements se font dans un délai de 24 heures (samedi, dimanche et jours fériés non compris) suivant la réception de la demande.

Délai de mise à disposition de bennes supplémentaires : un même délai de 24 heures doit être respecté à compter la réception de la demande.

Hormis le cas de force majeure, le Titulaire exécute les prestations prévues au marché, quelles que soient les circonstances. Il assure la continuité du service selon les plannings définis ; il doit le cas échéant, disposer d'une structure lui permettant de pallier tout type d'inconvénient susceptible de perturber le bon déroulement des prestations, ceci sans générer ni surcoût, ni gêne pour l'établissement.

5.7 Personnel du Titulaire

Les personnes intervenantes habituellement ou en remplacement sont nommément désignées par le Titulaire en vue de l'exécution des prestations du présent marché.

Ces personnes possèdent les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le Titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'établissement.

Tout changement de responsable est soumis à l'agrément préalable de l'établissement.

Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le personnel du Titulaire présent dans l'établissement doit obligatoirement porter de façon visible, un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale de l'entreprise et le nom de la personne. Toute personne en infraction avec cette règle peut être expulsée sur le champ de l'établissement.

L'établissement se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exige pas son intervention.

5.8 Suivi d'exécution de la prestation

5.8.1 Veille réglementaire

Afin de se tenir informé des exigences légales concernant les activités, services et produits liés au présent CCTP, le Titulaire assure une veille réglementaire concernant son intervention. Il met en place une méthodologie, validée par le gestionnaire Déchets de l'établissement.

Toute évolution réglementaire doit faire l'objet d'une information auprès du gestionnaire Déchets de l'établissement.

Cette prestation est incluse dans les prix du marché.

5.8.2 Traçabilité, documents et registres

Le Titulaire doit assurer une traçabilité complète tout au long du processus de collecte, de tri et de caractérisation et évacuation des déchets dangereux.

Le Titulaire produit à l'appui de sa facture mensuelle un document retraçant par lieu de collecte l'ensemble des rotations des bennes et/ou compacteurs fixes ou monobloc ainsi que la nature des déchets et les tonnages collectés.

Un suivi des collectes dématérialisées est nécessaire permettant en fin de chaque trimestre et chaque fin d'année, d'exporter au format Excel un récapitulatif des quantités, des enlèvements effectués sur le site de l'établissement reprenant les entrées obligatoires au registre des déchets, ainsi qu'un bilan financier pour toutes les prestations. Ces extractions doivent être accessibles à chaque responsable de lot.

Ce récapitulatif doit indiquer :

- La date de prise en charge des déchets
- Les masses et / ou volumes correspondants
- Le prix unitaire du coût du traitement
- Le prix unitaire du coût de la collecte
- Les taxes éventuelles
- La destination finale de chaque déchet
- Tout autre indicateur pertinent (ex : non-conformité, etc...).

Le Titulaire s'engage également à mettre en œuvre les pratiques nécessaires pour répondre à la transmission électronique des informations relevant de Track-déchets, et à faciliter cette opération pour l'établissement, par la transmission des éléments au format nécessaire.

Toute prestation supplémentaire demandée par l'établissement doit apparaître en clair sur la facture.

La traçabilité du traitement des déchets dangereux est assurée via la plateforme Track-déchets.

Les justificatifs de pesée établis pour chaque véhicule à l'entrée du centre du traitement sur une bascule agréée Poids et Mesures doivent être joints à la facture correspondante avec une copie du ticket de pesée établi à l'enlèvement ou être disponible sous 72h sur une plateforme dématérialisée.

Points particuliers concernant la gestion informatique et traçabilité :

Les demandes d'enlèvement sont réalisées via un système informatique traçant les demandes, la gestion de ce système est à la charge du Titulaire.

5.8.3 Responsabilités du Titulaire et déclaration

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages :

- Causés directement ou indirectement pendant ses interventions :
- À son personnel, au personnel de la personne publique ou à des tiers,
- À ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers,
- Causés par la carence des installations imputables à la maintenance et se produisant en dehors de ses interventions.

Après son intervention, le Titulaire remet dans l'état de propreté à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du Titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation, que le Titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du Titulaire peut être dérogée lorsque la preuve établie démontre que le Titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de la personne publique ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, sinistres, etc...).

Dans les cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le Titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent. Il en informe le représentant de l'établissement et le confirme par télécopie dans un délai inférieur à 4 heures.

Le Titulaire est responsable de l'utilisation du matériel faite par son personnel dans l'enceinte des hôpitaux ; toute dégradation constatée par l'établissement doit immédiatement faire l'objet d'une remise en état (porte défoncée, angle de mur ou pilier détérioré, dégradation du sol...) dans un délai de 24h.

Le Titulaire informe le représentant de l'établissement de tout incident qui surviendrait lors des différentes phases d'élimination des déchets :

- Accessibilités aux zones
- Accidents matériels
- Incidents divers
- Présence de déchets non autorisés

En cas d'incident, le Titulaire doit immédiatement prévenir le correspondant concerné afin de prendre les mesures qui s'imposent.

Système de pesée :

A la notification du marché, le Titulaire doit fournir à l'établissement une copie des certificats d'homologation du système de pesée et des 2 derniers contrôles de vérification périodiques obligatoires figurant sur le carnet de métrologie. Ensuite, une copie doit être transmise à l'établissement à chaque contrôle obligatoire de vérification périodique.

Si en cours de marché, le système de pesée devait être remplacé même momentanément, une copie des certificats d'homologation du nouveau système doit être transmise à l'établissement. Dans le cas où le remplacement serait définitif, une copie de chaque contrôle obligatoire de vérification périodique devra lui être transmise.

L'établissement peut être amené à contrôler le processus et les équipements de pesée utilisés.

- En cas de mode dégradé qui serait assumé par l'établissement en cas de défaillance du Titulaire, sans équipements de substitution équivalents, le coût de déclassement des déchets dans une autre filière sera à la charge du Titulaire.

Le Titulaire doit également s'assurer que les normes antipollution des véhicules soient continuellement respectées (rejets CO₂, NO₂...) de sorte à garantir la sécurité des agents travaillant dans la zone de circulation et de stationnement des véhicules.

5.8.4 Documentation Technique :

Le Titulaire s'engage à fournir à la mise en place du marché le manuel de l'utilisateur rédigé en langue française, ainsi que toute la documentation nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement optimal des équipements mis en place (compacteurs, bennes, euro containers, bacs...) livrés et à sa maintenance. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

5.8.5 Engagements du Titulaire :

Le Titulaire s'engage à signer, et respecter le protocole de chargement et déchargement de l'établissement et à faire respecter les consignes afférentes à ses collaborateurs intervenant sur les sites.

5.8.6 Opérations de contrôles et vérifications

L'établissement est en droit de contrôler et auditer les prestations, avec ou sans avertissement préalable, en présence du personnel du Titulaire.

L'établissement désigne le ou les responsables chargés des opérations de vérification.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché, ainsi que la réglementation et notamment la réglementation ADR.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et des performances.

Le Titulaire ou son représentant peut être présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du Titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au CCAP.

A la demande de l'établissement ou du Titulaire, des réunions de suivi peuvent être organisées, et s'il y a lieu dans un délai inférieur à quinze jours, dans les locaux de l'établissement, pour aborder notamment, la qualité de la prestation, la législation, la traçabilité, un bilan des audits menés par le service, les actions de progrès, la facturation.

Le Titulaire s'engage à accepter l'audit de son organisation mise en œuvre, notamment pour permettre à l'établissement, de confirmer et vérifier la mise en œuvre des pratiques énumérées dans son offre. Ces audits sont demandés par écrit par l'établissement, et le Titulaire doit organiser un accueil des référents désignés dans un délai maximum de 6 semaines. La visite doit faire l'objet d'un rapport et s'il y a lieu de demandes d'actions correctives ou de proposition d'actions de progrès, actions dont la réalisation doit être suivie.

Dans le cadre de la politique de développement durable de l'établissement et de la formation des agents, le Titulaire accepte le principe, si les établissements en font la demande, d'assurer au moins 2 visites de ses installations dans les 6 mois qui suivent le début du marché. Ces visites permettent de mieux comprendre les contraintes du Titulaire et d'améliorer les connaissances des agents en matière de tri. Ces visites peuvent être reconduites une fois sur la durée du marché.

5.8.7 Evolution technique des équipements du marché

En cours d'exécution du marché, le Titulaire s'engage à faire bénéficier à l'établissement des évolutions techniques. Ces modifications devront faire l'objet d'une information au préalable et d'un accord écrit de l'établissement. A cet effet, les nouveaux équipements qui seront mis en place au cours de l'exécution du marché pourront être fournis au titre du présent marché sans que cela soit constaté par avenant.

5.9 Transport

La totalité des déchets concernés doit être évacuée par la route la plus courte pour accéder aux installations d'élimination agréées.

En toutes circonstances, le Titulaire et ses préposés doivent respecter les règles de circulation et notamment celles relatives au plan de circulation des établissements.

Le Titulaire est responsable de la collecte dans son ensemble. Il doit se conformer aux impératifs d'hygiène et de fonctionnement de l'établissement, et en particulier aux règles de circulation et de stationnement à l'intérieur des enceintes et de respecter les créneaux horaires.

A cet effet, un protocole de chargement/déchargement est établi avant la mise en œuvre des prestations. Chaque partie, établissement et Titulaire, doit porter à la connaissance de l'autre, toute information susceptible de modifier les éléments inscrits dans le protocole.

Au démarrage du marché, le titulaire doit signer le protocole de chargement et déchargement du lot concerné.

Article 6 Traitement et valorisation

Le Titulaire doit se conformer à la législation relative à l'élimination ou au recyclage des déchets à traiter.

L'ensemble des flux triés à la source (carton, papier, film étirable, bois, métal, etc) doivent faire l'objet d'une valorisation.

Le Titulaire doit enlever ces déchets sur les lieux de production, en assurer le tri complémentaire éventuel et l'élimination dans des conditions favorisant leur valorisation. Il appartient au Titulaire de rechercher les meilleures filières d'élimination permettant de minimiser les coûts et augmenter la part de valorisation.

Le Titulaire doit préciser le procédé de valorisation qu'il se propose d'utiliser pour le traitement et veillera à ce que la mise en œuvre de ce procédé permette un taux de valorisation optimal des déchets réceptionnés.

Pour chacun des flux, le Titulaire présente et détaille dans son offre l'étape de valorisation correspondante :

- Méthode de valorisation
- Site de traitements (adresse, fonctionnement, volume de traitement...)
- Estimation de la valorisation
- Devenir des produits de la valorisation, des déchets refusés, déclassés.

Le Titulaire détaille dans les annexes techniques n° 1 « Cadre de réponse - Mémoire technique » et n° 2 « Devenir des déchets », les procédures prévues en cas d'indisponibilité temporaire des centres de valorisation présentés.

Les sites habituels de traitement sont indiqués par le titulaire dans l'annexe technique n° 2 « Devenir des déchets ».

En cas d'arrêt momentané ou prolongé des installations habituelles, le Titulaire indique les sites ponctuels de traitement.

En cas de changement de destination des sites habituels ou temporaires de traitement, le marché sera modifié en conséquence.

Les produits financiers de ces revalorisations feront l'objet de recettes dont l'établissement concerné est l'unique bénéficiaire.

Le Titulaire doit se conformer à la législation relative à l'élimination ou à la valorisation des déchets à traiter, notamment sur la priorisation des modes de traitement, puis de la proximité des installations utilisées (Art. L 541-1 et 2 du Code de l'Environnement).

Déclassement du contenu d'une benne ou compacteur

Les conditions de déclassement pour chacun des flux (sur le site de l'établissement et au niveau du site de traitement) et les justificatifs que le Titulaire apporte sur les raisons du déclassement sont précisés dans l'annexe technique n° 1 « Cadre de réponse - Mémoire technique ». Sont précisés notamment le mode de détection et de facturation.

Article 7 *Clause performance*

Dans une recherche continue d'optimisation du marché, le Titulaire doit proposer tout au long de son exécution des solutions qui permettent de réduire le nombre de collecte et de transport.

Pour la gestion des biodéchets le Titulaire doit proposer dans son mémoire technique un circuit d'économie circulaire, sous forme de redistribution de compost aux agents hospitaliers ou espaces verts.